

Une finance ennemie

Le capitalisme financier se transforme sous nos yeux. Dans une structuration qui passe par des acteurs financiers à l'influence renforcée, s'affirme désormais un objectif de promotion d'un capitalisme autoritaire.

Par **MICHEL MARIC**, responsable du secteur International

Dans le capitalisme industriel, l'entreprise tire son profit de sa production. Avec le développement du capitalisme financier, à partir des années 1970, sa rentabilité pour les actionnaires et sa valeur boursière deviennent progressivement dominantes. D'autres acteurs s'imposent : banques, fonds d'investissement, assurances, marchés financiers... La spéculation et les produits financiers se développent au cœur d'une mondialisation des échanges et d'un néolibéralisme affirmé. La financiarisation des économies rendra les États eux-mêmes de plus en plus soumis aux marchés financiers¹.

TOUR DE FORCE

Avec sa logique de court-terme, le capitalisme financier privilégie les profits immédiats plutôt que les investissements à long terme. Cette « pression des marchés » s'exerce au détriment de l'emploi, des salaires ou de la recherche. Le capitalisme financier détruit le social, les services publics et accroît les inégalités, en bénéficiant principalement aux actionnaires, aux grandes fortunes, aux fonds d'investissement. Tout en affaiblissant la stabilité de l'emploi salarié, en précarisant et en flexibilisant le travail à l'extrême, en affirmant, non sans violence, la nécessité pour toutes et tous de devenir « entrepreneur de soi-même », il parvient à s'arroger le monopole de la défense des libertés, à porter une fable d'opportunités infinies pour chacun. Le capitalisme parvient à se rendre acceptable, si ce n'est désirable, avec ses promesses d'autonomie, d'épanouissement, de liberté individuelle, de créativité²...

Une fable porteuse de coûts immenses tant elle masque un mécanisme par lequel le patrimoine se concentre et la menace démocratique qui en découle : une concentration des richesses liée à un rendement du capital durablement supérieur à la croissance économique et des patrimoines qui augmentent dès lors plus vite que les revenus du travail, avec un accroissement structurel des inégalités³. En outre, ce capitalisme financier accroît les bulles spéculatives. Les crises financières se multiplient, avec leurs conséquences sociales. La logique de rendement permanent et la recherche d'une croissance continue favorisent l'extraction intensive, renforcent la pression sur les ressources naturelles jusqu'à exacerber la crise écologique. Et ça n'est pas tout. Car une autre question saisissante se pose nettement désormais : ce capitalisme financier a-t-il encore besoin d'adhésion ? De justification morale ? De compromis culturels ? De démocratie ?

Le travail que conduit notamment Marlène Benquet depuis une dizaine d'années pose la question de façon frontale⁴. Depuis vingt ans, un nouveau type d'acteurs que sont les gestionnaires d'actifs, « pour autrui », domine les circuits financiers. Ils ne collectent pas eux-mêmes l'épargne, détenue par les banques, les assurances ou les fonds de pension, d'où le nom de « seconde finance » que leur donne la chercheuse. Ce sont des fonds de gestion (BlackRock, Vanguard...), des fonds immobiliers, des *hedge funds*, des fonds de capital-investissement, des fonds à « impact social et environnemental »... Leur activité consiste à placer des capitaux qu'ils ne possèdent pas. On connaît en France, par exemple, le fonds Otium de Pierre-Édouard Stérin, qui gère 1,2 milliard d'euros. À travers le monde, ces fonds gèrent plus de 120 000 milliards d'euros, soit 40 fois le PIB français. Un total de plus de 32 000 milliards d'euros en Europe, soit l'équivalent de près de 75 % de toutes les richesses nouvelles qui y sont produites au cours d'une année.

EXTRÊME FINANCE

Dans *La Finance aux extrêmes*, en analysant le fonctionnement de cette « seconde finance », l'autrice met en évidence le soutien que ces gestionnaires d'actifs apportent à « des recompositions politiques en rupture avec les orientations néolibérales habituellement défendues par ceux qui accumulent du capital », au profit d'un modèle d'inspiration libertarienne sur le plan économique et autoritaire sur le plan politique.

Cette « seconde finance » agit sur les systèmes politiques, pour qu'ils défendent ses intérêts. On connaît la proximité d'un Peter Thiel, une de ses personnalités centrales, avec Donald Trump⁵. Mais elle devient partout un interlocuteur privilégié des États, qui se chargent de ses intérêts en matière d'exonérations fiscales (liées aux opérations des sociétés de gestion). En France, le régime d'« intégration fiscale globale » constitue in fine une forme de subvention publique de la finance. Pierre-Édouard Stérin déclare consacrer 150 millions d'euros « sur les dix prochaines années » à la conquête du pouvoir par l'extrême droite. On vérifiera ici la proximité de nombre de grands patrons avec la promotion de régimes antidémocratiques⁶, qui permet de renforcer l'analyse du développement d'un capitalisme impérial, d'un libertarianisme autoritaire, dans lesquels les prédatations sont un mode légitime de répartition et d'accumulation des richesses. Les forces progressistes ont un rôle à jouer dans l'organisation d'un sursaut collectif. Maintenant. ■



La question se pose nettement : le capitalisme a-t-il encore besoin d'adhésion, de démocratie ?

1. Benjamin Lemoine, *Chasseurs d'États. Les fonds voutours et la loi de New York à la poursuite de la souveraineté*, La Découverte, 2024.
2. Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.
3. Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Seuil, 2013.
4. Marlène Benquet, *La Finance aux extrêmes. Enquête sur le capitalisme autoritaire en France*, La Découverte, 2026 ; voir aussi Marlène Benquet et Théo Bourgeron, *La Finance autoritaire. Vers la fin du néolibéralisme*, Raisons d'agir, 2021.
5. Michel Maric, « Le néolibéralisme est mort, et maintenant ? », *Le Snesup*, n° 732, avril 2025, p. 23 : www.snesup.fr/publications/revues/le-snesup/mensuel-ndeg-732-avril-2025.
6. Michel Maric, « Leurs profits valent plus que la démocratie », *Le Snesup*, n° 738, déc. 2025-janv. 2026, p. 31, à propos de l'ouvrage *Collaborations. Enquête sur l'extrême droite et les milieux d'affaires*, de Laurent Mauduit, La Découverte, 2025 : www.snesup.fr/publications/revues/le-snesup/mensuel-ndeg-738-decembre-2025-janvier-2026.